



MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES 2026CF01A2N03S0000 2026CF01A2N04S0000

Acheteur

EPAMSA
1 rue de Champagne
78200 MANTES LA JOLIE

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur général de l'établissement

Impression des supports de communication de l'EPAMSA

Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS	5
1. PREAMBULE.....	5
2. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	5
2.1 Objet du contrat	5
2.2 Procédure de passation.....	6
2.3 Nature du contrat.....	6
2.4 Forme du contrat.....	6
2.5 Organisation de l'achat	6
1.5.1 Allotissement.....	6
1.5.2 Contrat à tranches	6
1.5.3 Marché réservé	6
2.6 Accord-cadre	6
2.7 Attributaire	6
3. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
4. PIECES DU CONTRAT	7
4.1 Pièces contractuelles.....	7
4.2 Pièces établies après la conclusion du contrat.....	8
4.3 Stipulations générales	8
4.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation	8
4.5 Connaissance des prestations du contrat	9
4.6 Pièces à remettre au titulaire	9
5. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	9
5.1 Confidentialité – protection des données personnelles – mesures de sécurité	9
5.2 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
5.3 Protection de l'environnement – sécurité - santé	9
5.4 Réparation des dommages.....	9
5.5 Assurances.....	9
5.6 Changement de législation ou de réglementation.....	10
5.7 Autres obligations.....	10
5.7.1 Obligation générale de conseil	10
5.7.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance.....	10
5.7.3 Hygiène et sécurité.....	10
6. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION	11
6.1 Entrée en vigueur et durée du contrat.....	11
6.2 Délais d'exécution	11
6.3 Prolongation des délais d'exécution	11
6.4 Notifications – ordres de service – délais.....	12

6.4	Exécution complémentaire	12
7.	PENALITES.....	12
7.1	Pénalités pour retard.....	13
7.2	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail dissimulé ...	13
8.	MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE	13
8.1	Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire (mise en régie)	13
8.1.1	Manquement aux termes du contrat	13
8.1.2	Autres conséquences	14
8.2	Cas de mise en régie du titulaire constitué sous la forme d'un groupement	14
9.	DECHEANCE	14
10.	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES.....	14
10.1	Forme des prix.....	15
10.3	Variation de prix	15
10.4	Avance	16
10.5	Règlement des comptes	16
10.5.1	Acomptes et règlements partiels définitifs	16
10.5.2	Présentation des demandes de paiement	16
10.5.3	Paieement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paieement direct	17
10.5.4	Délais de paieement et intérêts moratoires	17
11.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	17
11.1	Clause environnementale générale.....	17
11.2	Dispositions techniques.....	18
11.3	Stockage, emballage, transport et gestion des déchets	18
11.3.1	Stockage	18
11.3.2	Emballage	18
11.3.3	Transport	18
11.3.4	Gestion des déchets	18
11.4	Livraison.....	19
12.	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE	19
12.1	Opérations de vérification.....	19
12.2	Décision	19
13.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	19
14.	CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT.....	19
14.1	Modification du contrat	19
14.2	Cession du contrat.....	20
14.3	Imprévision.....	21
15.	RESILIATION.....	21
15.1	Résiliation pour événement extérieur au contrat.....	21

15.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	21
15.3	Résiliation du contrat aux torts du titulaire	21
16.	DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS.....	22
17.	LANGUE ET UNITE MONETAIRE	22
18.	PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS	22
19.	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	23

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS

Le présent contrat est conclu par l'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), ci-après dénommé l'acheteur.

Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-Fournitures et services (CCAG-FCS), l'acheteur désigne dès à présent Stéphanie MALNUIT, responsable de la communication de l'EPAMSA, agissant au nom et pour le compte de l'acheteur pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat.

1. PREAMBULE

Présentation de l'Etablissement :

Créé par décret en Conseil d'Etat en 1996, l'Etablissement public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA) est un établissement public d'aménagement chargé d'opérations de développement sur le territoire de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (CUGPS&O) et de la Communauté de Communes des Portes d'Ile-de-France (CCPIF). Avec son expertise technique, son agilité et son sens de l'innovation, l'EPAMSA est un partenaire clé du développement du territoire tant au niveau de l'élaboration que de la mise en œuvre des opérations.

L'EPAMSA intervient en tant que :

- ▶ Directeur de projet de l'opération d'intérêt national (OIN) Seine Aval,
- ▶ Aménageur pour la construction de 13 000 logements et l'implantation d'entreprises sur 850 000 m²,
- ▶ Mandataire pour le compte des collectivités,
- ▶ Acteur du renouvellement urbain,
- ▶ Investisseur dans la restructuration, la remise sur le marché d'ensemble immobilier et le développement d'activités économiques.

Objectif : participer au développement équilibré et durable du territoire au bénéfice de ses habitants et des entreprises.

Chiffres clés :

- ✓ 10 opérations,
- ✓ 4 études pré-opérationnelles,
- ✓ 8 mandats,
- ✓ 870 000 m² de terrains d'activités en développement,
- ✓ 13 000 logements à construire, dont 30 % sont livrés ou en cours,
- ✓ 180 000 m² d'équipements publics, de bâtiments tertiaires et de commerces,
- ✓ 500 M€ de bilan.

2. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet l'impression des supports de communication de l'EPAMSA.

Lieu d'exécution : 1 rue de Champagne – 78200 MANTES-LA-JOLIE.

La description des prestations attendues et leurs spécifications techniques sont précisées au présent document.

2.2 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent contrat a été passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

2.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de fournitures courantes et de services régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1^{er} avril 2021.

2.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un accord-cadre à prix unitaires.

2.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

1.5.1 Allotissement

Le présent contrat fait l'objet d'un allotissement selon les modalités de l'article L.2113-10 CCP comme suit :

LOT	DESCRIPTION
1	Outils de communication
2	Papeterie

Il était possible pour les soumissionnaires de présenter une offre pour chacun des lots et de se voir attribuer un ou plusieurs lots.

1.5.2 Contrat à tranches

Sans objet.

1.5.3 Marché réservé

Sans objet.

2.6 ACCORD-CADRE

En application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1s CCP, le présent contrat constitue un accord-cadre. L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 à R.2162-14 CCP.

L'accord-cadre est conclu dans les limites suivantes :

☒ avec un **montant maximal annuel fixé à 15 000,00 € HT, pour chacun des lots.**

Aucune valeur minimale de commande ne peut être exigée par le titulaire du contrat.

2.7 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises, prestataires uniques ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

3. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Comme précisé à l'article 1.6 ci-dessus, le présent contrat constitue un accord-cadre (AC) dont les modalités d'exécution sont les suivantes.

L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, conformément à l'article R.2162-2 al.2 CCP.

Chaque bon de commande précisera :

- le contenu et les quantités de prestations à réaliser,
- la référence de l'accord-cadre,
- le montant du bon de commande,
- s'il y a lieu :
 - . les prix unitaires / forfaitaires des prestations à réaliser,
 - . les conditions particulières d'exécution,
 - . les conditions particulières de livraison et d'admission,
 - . les délais de livraison,
 - . le lieu de livraison,
 - . les documents à fournir à la livraison.

Les bons de commande interviendront au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Chaque bon de commande est notifié au fournisseur dans les conditions définies à l'article 3.7 CCAG-FCS.

Les commandes successives sont adressées sous forme de bon de commande signés par un représentant de l'acheteur. Elles sont passées dans les conditions suivantes : les bons de commande sont transmis par tout moyen permettant de dater de façon certaine l'envoi.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'AC. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'AC. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'AC dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Il n'y a pas de minimum de commande, ainsi aucun frais supplémentaire n'est facturé pour des prestations jugées de trop faible importance par le titulaire.

Les bons de commande sont exécutoires à la date indiquée. Le commencement d'exécution des prestations peut toutefois être différé, sur mention expresse indiquée sur le bon de commande ou sur document annexe.

4. PIECES DU CONTRAT

4.1 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1/ Pièces particulières :

- . **L'acte d'engagement** (A.E.) ;
- . **L'offre financière** du titulaire (B.P.U.) ;
- . **Le cahier des clauses particulières** (C.C.P.) ;
- . **L'offre technique du titulaire** : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . **Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du contrat.

L'A.E. et le C.C.P. prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Les exemplaires des documents particuliers composant le contrat, détenus par l'acheteur font seule foi.

Le titulaire doit, sous son exclusive responsabilité, mobiliser l'intégralité des moyens lui permettant de mener à bien les prestations à sa charge. Toutefois, à l'appui de son offre, il a présenté un mémoire technique décrivant notamment l'organisation et les moyens qu'il entend mobiliser ainsi que la méthodologie qu'il prévoit d'adopter.

Ce mémoire technique, ainsi que les éventuels compléments ou précisions apportés au cours de la procédure de passation, constituent un engagement unilatéral du titulaire vis-à-vis de l'acheteur qui pourra à tout moment exiger qu'il les respecte en toutes ses dispositions. En revanche, s'agissant d'un engagement unilatéral, il ne confère aucun droit au titulaire qui ne pourra élever aucune réclamation au motif que pour exécuter ses obligations contractuelles, il devrait mobiliser des moyens ou retenir des méthodes différentes, et le cas échéant, plus coûteux par rapport à ceux qu'il avait prévus dans son mémoire technique.

2/ Pièces générales :

. **Le code de la commande publique ;**

. **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.**

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent contrat ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par suite, le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat.

La version de ces textes qui est opposable au titulaire est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

4.2 PIECES ETABLIES APRES LA CONCLUSION DU CONTRAT

Les pièces établies par le titulaire en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par l'acheteur.

4.3 STIPULATIONS GENERALES

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable au maître d'ouvrage.

4.4 ACCEPTATION DES PIECES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché, et notamment tous les éléments qui lui ont été fournis par l'acheteur, préalablement à la signature du contrat.

Il déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires pour la bonne compréhension du projet auprès de l'acheteur ainsi qu'auprès de toutes les autorités et services compétents, et avoir mené les investigations complémentaires qui s'imposaient.

Par suite, le titulaire déclare assumer l'entière responsabilité de l'interprétation qu'il a fait des pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur, sauf à démontrer que l'acheteur a délibérément cherché à nuire au titulaire en faisant figurer une information erronée et/ou en omettant une information essentielle.

4.5 CONNAISSANCE DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations du contrat. Il reconnaît notamment avoir, avant la date de signature du contrat :

- Vérifier l'ensemble des indications contenues dans les pièces et documents mis à sa disposition par l'acheteur dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché. A ce titre, le titulaire reconnaît que les pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé la signature du contrat ne constituaient que des éléments d'information qu'il lui appartenait le cas échéant de vérifier et/ou contrôler sous sa propre responsabilité.

Par suite, le titulaire supporte l'ensemble des conséquences, notamment en termes financiers et de délais, résultant de la survenance de ces risques.

Par exception, le titulaire peut demander à être indemnisé des surcoûts dans le cas où l'un des risques mentionnés au présent article peut être qualifié de sujétions techniques imprévues au sens de la jurisprudence administrative.

4.6 PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation partielle à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la remise au titulaire, sans frais, de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.

5. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES

5.1 CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

- a) Obligation de confidentialité : il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.
- b) Protection des données à caractère personnel : il est fait application de l'article 5.2 CCAG-FCS.
- c) Mesures de sécurité : il est fait application de l'article 5.3 CCAG-FCS.

5.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-FCS.

5.3 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT – SECURITE - SANTE

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

5.4 REPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

5.5 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

5.6 CHANGEMENT DE LEGISLATION OU DE REGLEMENTATION

Le titulaire est réputé avoir pris en compte l'ensemble des normes existantes à la date de signature du contrat ainsi que celles dont l'entrée en vigueur était raisonnablement prévisible pour un homme de l'art.

Le titulaire est tenu d'adapter sans délai l'exécution de ses prestations aux changements de normes en vigueur intervenant après la signature du contrat. Les conséquences financières ainsi qu'en termes de délais résultant de l'évolution ou d'un changement de normes en vigueur sont à la charge intégrale du titulaire, sauf :

- En cas de démonstration par le titulaire qu'il ne pouvait pas raisonnablement anticiper l'entrée en vigueur de la norme concernée,
- En cas de démonstration par le titulaire que la norme concernée affecte directement ses prestations prévues au contrat.

Dans ces cas, le titulaire établit un mémoire exposant de manière détaillée les impacts techniques, notamment en termes de travaux supplémentaires, et/ou financiers et/ou sur les délais contractuels, résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée.

L'acheteur dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception des éléments susvisés pour se prononcer sur la demande du titulaire.

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, si l'acheteur estime que les conditions prévues au présent article sont réunies et s'il accepte les conséquences techniques, financières et/ou sur les délais résultant de l'entrée en vigueur de la norme concernée, le contrat est modifié par voie d'avenant, à régulariser dans le délai d'un mois à compter de la notification de son accord par l'acheteur.

En cas de désaccord exprimé par l'acheteur ou en cas de silence de plus d'un mois, le différend est réglé dans les conditions de l'article 19 du présent C.C.P.

5.7 AUTRES OBLIGATIONS

5.7.1 *Obligation générale de conseil*

Considérant la qualité de professionnel du titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit notamment prêter son concours à l'acheteur, dans le cadre des obligations du présent contrat et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent contrat notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

5.7.2 *Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance*

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-FCS.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que des articles 3.6 et 5.4 du CCAG-FCS.

5.7.3 *Hygiène et sécurité*

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la santé et à la sécurité au travail, notamment celles issues du code du travail, ainsi que toute réglementation applicable aux activités d'impression, de façonnage, de stockage et de transports de produits imprimés.

Le titulaire demeure seul responsable de la sécurité de son personnel, de ses sous-traitants et de toute personne intervenant pour son compte.

Le titulaire garantit que ses installations et procédés de fabrication sont conformes aux normes en vigueur en matière :

- de sécurité des équipements et des machines,
- de prévention des risques professionnels,
- de stockage et d'utilisation des encres, solvants et autres produits chimiques,
- de sécurité incendie.

Le titulaire garantit que les encres, toners, supports et consommables utilisés sont conformes à la réglementation en vigueur et ne présentent pas de risque pour la santé dans les conditions normales d'utilisation des imprimés.

Il veille à l'utilisation de produits conformes aux exigences spécifiques lorsque les documents sont destinés à un public sensible.

Le titulaire assure la gestion et l'élimination des déchets issus de la production conformément à la réglementation applicable, notamment pour les déchets dangereux. Il privilégie, lorsque cela est possible, le recyclage et la valorisation des déchets.

L'acheteur peut demander tout justificatif attestant du respect des obligations prévues au présent article. En cas de manquement constaté, le titulaire devra procéder sans délai aux mesures correctives nécessaires, sans préjudice des sanctions prévues au marché.

6. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE – DELAIS D'EXECUTION

6.1 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour une durée d'un an à compter du 1^{er} avril 2026 (sous réserve de sa notification).

Le contrat peut être reconduit 3 fois par période d'un an, soit pour une durée maximale de 4 ans (période initiale et reconductions comprises).

Conformément à l'article R.2112-4 CCP, la décision de reconduire le contrat est tacite. En cas de silence gardé par l'acheteur, le contrat est automatiquement reconduit. Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

En cas de décision de l'acheteur de ne pas reconduire, sa décision doit être écrite et adressée au titulaire 3 mois avant la date de fin du contrat.

Cette décision n'ouvre pour le titulaire aucun droit à indemnité.

Conformément à l'article R.2162-5 CCP, les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que leur exécution se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

6.2 DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 13.1 et 13.2 CCAG-FCS.

Le délai d'exécution des prestations est fixé à chaque bon de commande.

6.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

6.4 NOTIFICATIONS – ORDRES DE SERVICE – DELAIS

a) *Notification au titulaire* : les notifications sont effectuées dans les conditions de l'article 3.1 CCAG-FCS. Les notifications par voie dématérialisée ou sur support informatique peuvent être effectuées à la libre discrétion de l'acheteur, sous réserve de disposer d'un mécanisme permettant d'attester de la date et de l'heure de la réception de celle-ci, ou en tout état de cause, en cas d'urgence.

b) *Ordres de service*

Le cas échéant, il est fait application de l'article 3.8 du CCAG-FCS.

c) *Modalités de computation des délais* : il est fait application de l'article 3.2 CCAG-FCS

6.4 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire au titre du présent contrat.

7. PENALITES

L'acheteur dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du titulaire. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le titulaire fournit à l'acheteur tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

L'acheteur peut demander au titulaire des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par l'acheteur ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité au titre du marché.

L'acheteur peut appliquer des pénalités au titulaire, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation.

Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité de l'acheteur à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Par application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.

7.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, il sera appliqué pour tout empêchement imputable au titulaire du marché une pénalité forfaitaire et par jour calendaire de retard, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire et ceci sans mise en demeure préalable dont le montant est déterminé comme suit :

Montant TTC du bon de commande	Montant des pénalités journalières
Inférieur ou égal à 300 €	15 €
Supérieur à 300 et inférieur à 1 500 €	50 €
Supérieur à 1 500 €	100 €

Dans l'hypothèse d'une résiliation du contrat, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour de l'arrêt de l'exploitation de l'entreprise si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-FCS.

Les dispositions des deux alinéas précédents sont applicables aux pénalités éventuellement prévues par les documents particuliers du contrat pour le cas de retard dans la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations faisant l'objet de délais partiels ou particuliers, ou de dates limites fixées dans le marché.

7.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 5 du même code, il pourra lui être appliqué une pénalité de 10% du montant hors taxes du contrat, dans la limite des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et 5.

8. MESURES COERCITIVES A L'ENCONTRE DU TITULAIRE

8.1 EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE (MISE EN REGIE)

8.1.1 Manquement aux termes du contrat

Il est fait application de l'article 45 du CCAG-FCS.

8.1.2 Autres conséquences

Le titulaire, dont les prestations font l'objet des stipulations de l'article ci-dessus, est autorisé à en suivre l'exécution sans pouvoir entraver les ordres de l'acheteur.

Les mesures prises en application du présent article sont à la charge du titulaire. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer dans des conditions acceptables des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Les prestations se faisant aux frais et risques du titulaire, celui-ci ne pourra arguer de la réalisation des prestations par l'acheteur et/ou par un tiers pour s'exonérer de ses obligations au titre du contrat.

8.2 CAS DE MISE EN REGIE DU TITULAIRE CONSTITUE SOUS LA FORME D'UN GROUPEMENT

Dans le cas où le contrat est passé avec un groupement conjoint d'opérateurs économiques et dont le mandataire est solidaire de chacun des membres, les stipulations de l'article 45 CCAG-Travaux sont applicables.

Pour la bonne compréhension de cet article, la résiliation qui y est visée s'entend comme la résiliation globale du marché prévue à l'article 14.3 du présent C.C.P.

9. DECHEANCE

L'acheteur peut toujours procéder à la résiliation du contrat aux torts du titulaire, sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits, en cas de manquement grave et/ou répété à ses obligations contractuelles.

Dans ce cas, il est fait application de l'article 41 CCAG-FCS.

10. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10 CCAG-FCS.

Conformément à l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ses défaillances.
- en cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

Pour les contrats comportant des prestations de maintenance, il est fait application de l'article 10.1.4 CCAG-FCS.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au présent contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Variation des taxes fiscales : en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

10.1 FORME DES PRIX

Les prix du contrat sont unitaires, établis sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires aux quantités réellement mises en œuvre.

10.2 DETERMINATION DES PRIX

Les prix du contrat sont déterminés par application des prix unitaires tels qu'issus du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement livrées.

10.3 VARIATION DE PRIX

Révision des prix

Conformément à l'article R.2112-13 CCP et de l'article 10.2.2 CCAG-FCS, les prix sont définitifs et révisables dans les conditions ci-dessous.

Date d'établissement du prix initial : les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **mars 2026**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de la révision est donné par l'application aux prix du contrat de la formule suivante :

$$C = I_n / I_0$$

Dans laquelle :

C : coefficient de révision

I_n et I_0 sont les valeurs de référence prises par l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 18.1 – Travaux d'impression et services connexes – Base 2021 – Identifiant : 010764131.

Pour la mise en œuvre de cette formule, le calcul sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Les valeurs sont prises par l'indice de référence respectivement au mois m_0 (mois zéro) et au mois m (mois de révision). Ce mois m retenu pour chaque révision est le mois précédant celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont fermes et invariables durant cette période.

Périodicité : les prix sont révisés annuellement. Ils sont fermes la première année puis révisable annuellement, à compter de la date anniversaire du contrat, qui correspond à sa date de notification. Le titulaire transmet son bordereau de prix révisé à la date anniversaire du contrat. Après vérification, ce B.P.U. est validé par l'acheteur et sert de base pour l'émission des factures afférentes. Si le titulaire ne transmet pas son B.P.U. révisé à l'acheteur dans les délais prescrits, le B.P.U. de la période précédente s'applique sans que le titulaire ne puisse élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de suppression des indices, l'indice sera remplacé par l'indice et le coefficient de raccordement proposés par l'INSEE sans qu'une modification de marché ne soit nécessaire.

En cas de passation d'un avenant, la clause de révision ci-dessus s'applique avec un mois M_0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire du marché, sauf clause contraire prévue par l'avenant lui-même.

Les bons de commande sont conclus à prix définitifs et fermes durant leur période d'exécution.

L'acheteur admettra lors de la variation des prix une augmentation maximale des prix du titulaire de 3%. Si les prix venaient à dépasser l'augmentation fixée ci-avant, il sera fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix du marché.

10.4 AVANCE

Il n'est pas prévu d'avance au titre du présent marché.

10.5 REGLEMENT DES COMPTES

10.5.1 Acomptes et règlements partiels définitifs

Les prestations objet du présent contrat sont rémunérées par des acomptes dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

L'admission des prestations relatives à chaque bon de commande donne lieu à paiement partiel définitif dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

10.5.2 Présentation des demandes de paiement

Le règlement des prestations s'effectue sur présentation de facture sous forme dématérialisée sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA doivent comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : factures hors Gesprojet

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande ou de l'OS le cas échéant,
- La date d'exécution effective.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées sont retournées au titulaire, accompagnées des raisons du refus de paiement. Le titulaire doit obligatoirement retourner à l'acheteur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

10.5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

10.5.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et 12 CCP.

En application de l'article L.2192-13 CCP, le dépassement de ce délai fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 CCP.

Enfin, en application de l'article L.2192-13 dernier alinéa CCP, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue ci-dessus, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

11. EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE GENERALE

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à prendre en compte les enjeux environnementaux liés aux prestations d'impression des supports de communication.

À ce titre, il veille, dans la mesure du possible et en fonction des contraintes techniques, des délais et des besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur, à :

- privilégier l'utilisation de supports papier issus de forêts gérées durablement, certifiés **FSC®**, **PEFC®** ou **équivalents**, ou intégrant des fibres recyclées ;
- recourir à des procédés d'impression et à des encres à impact environnemental limité ;
- limiter les déchets générés par les prestations et favoriser leur tri et leur valorisation ;
- utiliser des emballages recyclables ou réemployables et optimiser les livraisons.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur, à sa demande, des solutions mises en œuvre ou proposées pour réduire l'impact environnemental des prestations.

Ces engagements constituent des obligations de moyens et ne sauraient donner lieu à pénalité ou indemnisation spécifique, sauf stipulation contraire du marché.

11.2 DISPOSITIONS TECHNIQUES

Au titre du présent marché, le titulaire a pour mission :

- la fourniture du papier,
- l'impression en offset ou numérique, selon les prestations attendues,
- le façonnage, pouvant comporter du pliage et du brochage,
- le conditionnement,
- l'expédition et la livraison.

Pour l'impression de ces documents, l'acheteur remettra au(x) titulaire(s) un support numérique en haute définition pour la préparation du bon à tirer (BAT) et impression.

Les épreuves de contrôle fournies par le titulaire devront être référencées et rendre parfaitement compte du rendu du document.

Dans certains cas, l'EPAMSA peut être amené à demander un BAT en papier (en plus du BAT numérique) pour la validation des couleurs.

Le conditionnement des documents doit permettre d'en assurer la protection durant le temps de transport ainsi que leur conservation.

Les retouches sur fichiers qui pourront être demandées au titulaire sont des modifications simples de type ajustement des couleurs, corrections orthographiques, ajout ou suppression d'une phrase etc.

Sous l'autorité du directeur général de l'établissement, la responsable de communication élabore et pilote la stratégie et les actions de communication de l'établissement.

Des rendez-vous réguliers sont à prévoir, ils pourront se tenir par téléphone, en visioconférence mais aussi en présentiel dans les locaux de l'acheteur ou du titulaire.

L'EPAMSA dispose de contrats avec d'autres prestataires sur les actions de communication, avec lesquels le titulaire du présent contrat pourrait être amené à collaborer.

Les opérations d'impression, de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage ainsi que les opérations de transport depuis le départ de l'imprimerie relèvent de la responsabilité du titulaire.

Bon à tirer (BAT) : un bon à tirer, sous la forme d'une épreuve de contrôle référencée, est obligatoire pour chaque demande de tirage. Il est signé par un représentant de l'acheteur, sous réserve éventuelle de correction demandée.

Les représentants de l'établissement se réservent le droit de se rendre dans les locaux du titulaire pour le bon à tirer et le calage.

11.3 STOCKAGE, EMBALLAGE, TRANSPORT ET GESTION DES DECHETS

11.3.1 Stockage

Confer article 20.1 CCAG-FCS.

11.3.2 Emballage

Confer article 20.2 CCAG-FCS.

11.3.3 Transport

Confer article 20.3 CCAG-FCS.

11.3.4 Gestion des déchets

Confer article 20.4 CCAG-FCS.

11.4 LIVRAISON

Il est fait application de l'article 21.1 CCAG-FCS, avec les précisions ci-dessous.

Les livraisons sont effectuées en conditionnement approprié.

Les fournitures sont à livrer à l'adresse suivante : Siège de l'EPAMSA – 1 rue de Champagne – 78200 MANTES-LA-JOLIE.

Les livraisons doivent s'effectuer impérativement et exclusivement du lundi au vendredi entre 9h00 et 12h00 et entre 14h00 et 17h00.

Les palettes doivent être transportées par le personnel du titulaire (ou du transporteur mandaté par celui-ci) jusqu'au local de stockage. Exceptionnellement, la livraison peut avoir lieu sur un site extérieur, localisé dans les Yvelines et dont l'adresse sera précisée dans le bon de commande.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une livraison unique, sauf indication contraire du bon de commande.

Dans le cas où l'établissement ne reçoit pas le nombre d'exemplaires attendus, le titulaire doit procéder immédiatement à un retraitage du nombre d'exemplaires manquants, sans frais supplémentaire pour l'acheteur. Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison daté et portant le numéro du bon de commande correspondant. Le bon de commande doit être signé par un représentant de l'acheteur qui constate contradictoirement la date de livraison. Une copie du bon de livraison est jointe à la facture correspondante.

12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

12.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées conformément au chapitre 5 CCAG-FCS.

12.2 DECISION

La décision est prononcée par l'acheteur dans les conditions des articles 29 et 30 CCAG-FCS.

13. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

14. CONDITIONS D'EVOLUTION ET DE FIN DU CONTRAT

14.1 MODIFICATION DU CONTRAT

14.1.1 Principes généraux

Les conditions techniques et financières du marché sont susceptibles d'être modifiées au cours de son exécution. Toute modification convenue entre les parties se fait par voie d'avenant et dans le respect des dispositions du CCP, notamment pris en son article L.2194-1.

Le contrat peut également être modifié unilatéralement par ordre de service du maître d'ouvrage, dans les conditions de droit commun applicables à tout contrat administratif. Dans ce cas, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications opérées au plus tard à l'issue du délai de préavis indiqué dans l'ordre de service, ou à défaut, dans les meilleurs délais.

Toutes les clauses du contrat non explicitement modifiées demeurent applicables de plein droit.

14.1.2 Hypothèses de modification du contrat

Une modification du contrat par voie d'avenant peut notamment intervenir dans les hypothèses suivantes :

- en cas d'évolution(s) technique(s) et/ou réglementaire(s) au cours du contrat rendant utile ou nécessaire la modification des pièces contractuelles dans les conditions de l'article 5.6 du présent document,
- en cas de demande d'une (ou plusieurs) autorité(s) administrative(s) compétente(s) conduisant à une modification des prestations faisant l'objet du contrat,
- en cas de suspension des travaux pour des motifs extérieurs aux parties,
- en cas de retard, non obtention, retrait d'une ou plusieurs autorisations administratives pour un fait non imputable au titulaire, après rencontre entre le maître d'ouvrage et le titulaire,
- en cas de création, modification ou suppression de tout impôt, taxe, redevance ou contribution établi notamment par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale, relatifs à l'exécution du contrat,
- en cas de survenance d'aléas imprévisibles au moment de la signature du contrat,
- en cas de changement de titulaire.

Il est précisé que la clause de réexamen figurant au présent article ne constitue pas un droit à la modification du contrat pour le titulaire.

Par suite, le maître d'ouvrage est libre de refuser une modification fondée sur le présent article sans que cela ne justifie une demande d'indemnisation de la part du titulaire.

14.2 CESSIION DU CONTRAT

Le titulaire ne peut céder tout ou partie du contrat sans le consentement préalable écrit du maître d'ouvrage.

La demande de cession est effectuée par le titulaire auprès du maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception.

Conformément aux dispositions du CCP, notamment pris en ses articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-6, le maître d'ouvrage ne peut donner son agrément à la cession que si le cessionnaire présente les garanties professionnelles et financières au vu desquelles le marché a été attribué, et si la cession ne remet pas en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire initial, ni ne modifie substantiellement les caractéristiques du contrat.

Le maître d'ouvrage fait connaître sa décision dans un délai de 2 mois à compter de la réception de la demande du titulaire. A défaut, le silence du maître d'ouvrage vaut refus.

A défaut d'avenant de cession, celle-ci est considérée comme irrégulière et inopposable au maître d'ouvrage.

Le non-respect des stipulations du présent article peut être sanctionné par la déchéance.

Si le maître d'ouvrage accepte la cession du contrat, le cessionnaire est alors entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du contrat, et reprend intégralement l'exécution de toutes les obligations fixées dans le contrat à la charge du titulaire, à hauteur de la cession effectuée.

Le titulaire fait son affaire, à ses frais, de la transmission de toutes les charges et obligations dans le cadre de la cession, y compris en ce qui concerne le bénéfice des polices d'assurances et communique à son cocontractant dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la cession les justificatifs de transmission des charges et garanties.

14.3 IMPREVISION

En cas de survenance d'un événement imprévisible lors de la signature du contrat ou dont les effets ne pouvaient raisonnablement être prévus à cette date, extérieur aux parties, et ayant (ou qui aura) nécessairement pour effet de bouleverser temporairement l'équilibre économique du contrat, le titulaire doit poursuivre l'exécution de ses obligations.

Il peut proposer au maître d'ouvrage les mesures d'adaptation nécessaires au marché. Si le maître d'ouvrage accepte ces propositions, un avenant est conclu à brefs délais dans les conditions de l'article 11.1 du présent C.C.P. Le titulaire a en outre droit à une aide financière versée par le maître d'ouvrage pour pourvoir aux dépenses extracontractuelles afférentes à la période d'imprévision, sous réserve de documenter ses dépenses et dans la limite de 50% de celles-ci.

Au cas où, à la survenance d'un fait d'imprévision, le bouleversement de l'équilibre économique du contrat ne serait plus temporaire, la résiliation du contrat peut être prononcée par le maître d'ouvrage dans les conditions ci-dessous, ou à la demande du titulaire par le juge administratif.

La décision de résiliation du contrat est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation. Elle prend effet à sa date de notification. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

15. RESILIATION

Il est fait application des dispositions des articles 38 à 45 CCAG-FCS.

15.1 RESILIATION POUR EVENEMENT EXTERIEUR AU CONTRAT

Le présent contrat peut être résilié par le pouvoir adjudicateur sans indemnité conformément à l'article 39 CCAG-FCS en cas :

- De décès ou incapacité civile du titulaire,
- De redressement ou de liquidation judiciaire, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire,
- D'incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du contrat.

15.2 RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des alinéas 2 et 3 de cet article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial hors taxes du contrat, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues.

Par dérogation à l'article 42 CCAG-FCS, ne seront pris en compte que les montants du DQE.

15.3 RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il est fait application de l'article 41 CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation,
- en complément de l'article 41 CCAG-FCS, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus du titulaire du contrat, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l'article 41 CCAG-FCS, à 8 jours, le contrat est résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,

- en cas de non-respect par le titulaire (ou par l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises), des obligations visées à l'acte d'engagement et relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 et D.8254-2 à 5 du code du travail, et après mise en demeure restée sans effet, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques,
- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-4 et R.2143-9s CCP et aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail fournis par le titulaire (ou l'un ou l'autre des cotraitants en cas de groupement d'entreprises), lors de la consultation ou de l'exécution du contrat, le contrat ou la part de contrat correspondante sera résilié sans mise en demeure à leurs frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 41.2 CCAG-FCS, le titulaire (ou le cotraitant) dispose d'un délai de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

16. DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du contrat est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1s CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du contrat n°..... du..... ayant pour objet..... »

Ceci concerne notamment la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiements seront libellées dans la monnaie de compte du contrat et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP. Le prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au contrat sont rédigées en français. »

17. LANGUE ET UNITE MONETAIRE

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi, doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

L'unité monétaire est l'euro.

18. PREVENTION ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du contrat ou à l'exécution des prestations objet du contrat dans les conditions de l'article 46 CCAG-FCS.

En cas de rejet de la réclamation du titulaire déposée dans les formes et conditions de l'article 46 CCAG-FCS et/ou en cas de désaccord persistant de l'acheteur sur les conditions d'exécution du contrat, le différend pourra être porté à l'initiative de la partie la plus diligente devant le Tribunal Administratif de Versailles.

19. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG-FCS, les dérogations du contrat au CCAG-FCS sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-FCS sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché et/ou de discuter de ses clauses au cours des séances de négociation ayant précédé l'attribution dudit marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-FCS n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations identifiées.